Alvaro Pires

Criminologue, École de criminologie, Université d'Ottawa

(2002)

“Codifications et réformes pénales”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alvaro Pires
Criminologue, École de criminologie, Université d'Ottawa.

"Codifications et réformes pénales".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Laurent Mucchielli et Philippe Robert, **Crime et sécurité. L'état des savoirs**. Chapitre 8, pp. 84-92. Paris: Les Éditions La Découverte, 2002, 439 pp. Collection: Textes à l'appui / série l'état des savoirs.

Avec l'autorisation formelle de M. Alvaro Pires, professeur de criminologie, Université d'Ottawa, le 2 août 2006 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : alpires@uottawa.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 4 août 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Alvaro Pires

Criminologue, département de criminologie, Université d'Ottawa

« **Codifications et réformes pénales** »

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Laurent Mucchielli et Philippe Robert, **Crime et sécurité. L'état des savoirs**. Chapitre 8, pp. 84-92. Paris: Les Éditions La Découverte, 2002, 439 pp. Collection: Textes à l'appui / série l'état des savoirs.

Table des matières

[Qu'est-ce qu'un code ?](#)

[La création de la loi pénale et l'importance des systèmes de pensée](#)

[L'évolution du droit pénal aujourd'hui](#)

[Bibliographie](#)

Alvaro Pires
Criminologue, École de criminologie, Université d’Ottawa.

“Codifications et réformes pénales”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Laurent Mucchielli et Philippe Robert, **Crime et sécurité. L'état des savoirs**. Chapitre 8, pp. 84-92. Paris: Les Éditions La Découverte, 2002, 439 pp. Collection: Textes à l'appui / série l'état des savoirs.

Qu'est-ce qu'un code ?

[Retour à la table des matières](#)

Le mot « code », dans le monde juridique, renvoie à une pratique d'écriture de lois qui se développe du XVI^e au XVIII^e siècle [Cartuyvels, 1996]. On donnera cependant le nom de code à des ensembles de lois assez différents les uns des autres. Par conséquent, les documents législatifs appelés « codes » n'auront pas de caractéristiques communes significatives entre eux. Et certaines autres lois écrites qui, ensemble, fonctionnent comme un code ne recevront pas ce nom. D'où la question : Y aurait-il des codes innommés [Vanderlinden, 1967] et, si oui, comment les identifier ? Indiquons trois grandes significations des notions de « code » et « codification » dans le langage juridique.

Dans un sens général, code désigne un « livre des lois » (Gesetzbuch) qui a usuellement reçu ce nom, soit une sorte de récipient physique où se trouve un certain nombre de normes juridiques écrites dans le langage d'une loi adressée à tous (par opposition à un recueil de décisions d'un tribunal). Ce corpus se distingue alors d'une loi isolée et moins étendue. Contrairement à une fausse perception, un grand nombre d'anciens codes de loi sont de véritables codes et non de simples recueils de coutumes ou

de décisions [Diamond, 1971]. Le code est alors un corpus de normes écrites en forme de loi qui peut se trouver dans un livre et dont le degré d'organisation, d'extension et de complexité peut être très variable. Et l'on peut créer deux ou plusieurs codes concernant un même champ juridique, chaque code portant sur des types de lois différentes (Code pénal, code de procédure pénale, code pénitentiaire, etc.). Aujourd'hui, on distingue aisément un code municipal d'une seule loi promulguée en dehors du code.

Dans un deuxième sens, le code désigne plutôt une méthode juridique de création de lois ou de réforme ayant une portée plus globale. Elle contraste avec l'intervention législative au compte-gouttes et se caractérise par deux procédés qui peuvent se présenter ensemble ou séparément. Le premier unifie, révisé et harmonise des lois écrites éparses ou créées séparément à des temps différents ; le deuxième crée des lois écrites à partir des décisions des tribunaux ou par une sélection d'autres demandes présentes dans la société. Cette méthode s'applique toujours à un champ juridique spécifique. Elle peut aussi refaire la totalité ou une partie d'un travail de codification préalable. Cette méthode peut alors (a) créer une structure de lois écrites entièrement nouvelle ; (b) modifier qualitativement le régime d'un ensemble de lois ou changer cet ensemble sans altérer son régime ; (c) codifier (c'est-à-dire mettre en forme des lois écrites) certaines normes ou principes juridiques qui existent sous une forme non législative en les intégrant à un corpus de lois qui est déjà là ; (d) refaire ou réécrire d'un seul coup un sous-ensemble de lois créées à des moments différents et concernant un même champ juridique, etc.

Par exemple, la codification pénale en France aux XVIII^e et XIX^e siècles (1791 et 1810) marque un changement de régime par rapport au droit pénal précédent [Lascoumes, Poncela, Lenoël, 1989]. En revanche, on peut dire que la codification pénale française de 1992 a été insuffisamment innovatrice pour produire un changement qualitatif dans le régime du droit pénal [Poncela, Lascoumes, 1998]. Au Canada, la loi C-41 (1996) a sélectionné et codifié (transformé en loi écrite) quelques principes philosophiques et juridiques concernant la détermination de la sanction [Roberts, 2001] qui étaient présents dans la doctrine et actifs au plan du droit oral et des tribunaux. Enfin, Lawson [1959] souligne que la (méthode de) codification n'a rien dans sa nature même « qui soit incompatible avec les habitudes anglaises » et que la partie spéciale du droit pénal

anglais devrait être codifiée pour permettre de revoir et de réécrire d'un seul coup l'ensemble des définitions données aux incriminations. Dans cet exemple, la méthode de codification servirait simplement à un projet de réécriture de lois déjà promulguées.

Soulignons que la réforme d'un code ne l'amène pas pour autant à changer de régime ou à se rendre à un palier plus élevé d'évolution. Elle peut le modifier à certains égards en demeurant dans un même palier et elle peut aussi faire régresser un code par rapport à certains critères. Contrairement à une perception répandue, le code ne produit pas des lois plus stables que l'intervention législative ponctuelle, car rien n'empêche la création d'une loi isolée modifiant un aspect du code immédiatement après la promulgation de ce dernier. La stabilité perçue du code vient notamment de trois facteurs : le temps requis pour modifier largement un code par la méthode du compte-gouttes, la récurrence des demandes qui ont tendance à porter sur certains thèmes et à en ignorer d'autres et la difficulté politique pour accomplir des réformes étendues en matière pénale (sauf en situation de crise). Elle peut venir aussi de la stabilité de certaines expectatives de comportement indépendamment des formulations légales qu'elles prennent.

Quoi qu'il en soit, il faut prendre garde de ne pas substantialiser le code, car il peut prendre des formes très variées et originales [Delmas-Marty, 1986]. Il existe autant de façons de faire un code que l'imagination du juriste est capable de les concevoir. Et les effets qu'il produit ne sont pas absolument déterminés, mais infiniment déterminables et redevables en partie au modèle de code et au système de pensée sélectionnés (parmi tant d'autres possibles).

Dans un troisième sens, et pour des raisons diverses, le code a été identifié à la tradition juridique romano-germanique et à une philosophie « légicentrique » (Garapon) visant à réduire radicalement la marge de liberté des tribunaux pénaux, notamment par rapport aux peines. Cette représentation a été renforcée par le premier code moderne français (1791) qui ne voulait laisser « aucune place à l'interprétation ou au choix en matière de peine » au tribunal [Lascoumes, Poncela, Lenoël, 1989] et par Bentham, le grand théoricien de la codification, qui voulait aussi réduire l'espace d'autonomie des tribunaux. En réalité, tous les partisans de la codification ne partagent pas cette vue [Morin, 1999] et elle a introduit

un faux problème. En effet, comment expliquer la présence de codes dans la tradition juridique anglo-américaine ? La finalité du Code pénal est-elle nécessairement de vouloir éliminer la liberté des juges en termes de sanction ? Enfin, un code qui ne codifie pas certaines normes peut-il être tenu comme un vrai code ?

Dans le cadre de cette représentation, le Code criminel canadien de 1892 symbolise une anomalie. Il appartient à la tradition du common law, place dans un même code les lois portant sur les comportements et la procédure et ne codifie pas (au moins systématiquement) quelques normes concernant la nature de l'intention criminelle, les tentatives, les circonstances aggravantes et atténuantes, etc. Les opinions divergent alors quant au fait de savoir si le Canada a ou non un véritable Code pénal ou s'il est une exception - parmi d'autres - à la (supposée) tendance du common law à ne pas codifier [Brown, 1989].

Si cette représentation est exacte, une recherche sur la codification en Angleterre devient inconcevable, sauf pour comprendre son échec ou pour étudier le débat sur ce thème. Or, selon Lawson, prétendre que la loi pénale anglaise est entièrement non codifiée est peut-être le fruit d'une illusion juridique. Inversement, l'idée de code est tellement prégnante que dans une recherche portant sur un champ juridique avec un code, on risque de ne retenir que celui-ci et de ne pas inclure des lois significatives (par exemple sur les drogues) quand elles ne se trouvent pas déjà intégrées dans le corpus intitulé code (même si elles se trouvent dans le livre du code à titre de lois connexes en raison d'un choix éditorial).

En partie pour cela, la sociologie ne peut pas prendre pour acquis l'intitulé du corpus législatif. Il peut exister des codes innommés ; quant aux codes nommés, ils n'ont pas d'attributs naturels leur revenant en propre. Au plus, le code constitue un choix commode pour fixer les frontières d'une étude portant sur (une partie de) la structure d'un programme législatif. La sociologie peut alors s'intéresser (a) à la communication portant sur la codification (qui dit quoi et avec quelles conséquences), (b) à la codification comme méthode de création ou de réforme législative ou encore (c) à un ensemble de lois (structure normative) d'un champ juridique. En ce sens, code et codification s'inscrivent dans la problématique de la création des lois et font partie d'un discours institutionnel.

La sociologie peut alors étudier empiriquement la codification soit par l'entremise de l'examen de lois isolées qui modifient au compte-gouttes un champ (ou un livre intitulé code), soit par le biais des « Grands moments de réforme [d'un code] », soit encore en cumulant les deux stratégies. Bien entendu, un « Grand moment » pour le système politique ou juridique ne signifie pas nécessairement une « Grande réforme » en termes d'inventivité.

La création de la loi pénale et l'importance des systèmes de pensée

[Retour à la table des matières](#)

Pour la sociologie, le code s'inscrit alors dans la problématique de la création des lois. Celle-ci fait usuellement référence à la loi écrite du parlement d'un État-nation ou d'une de ses unités administratives. En ce sens, la loi se distingue d'une part des décisions des tribunaux et d'autre part du contrat entre deux Parties. Bien entendu, la création des lois comprend aussi les lois internationales et le rôle des acteurs sociaux internationaux (autres États, agences internationales, etc.). Comme le rappelle Rocher [1997], la création des lois en ce sens strict ne se confond pas avec l'émergence du droit proprement dite ; elle cache plutôt la diversité et la prolifération des divers autres types de normes juridiques ; elle dissimule aussi la véritable fonction du législateur : celle de sélectionner (plutôt que de créer au sens propre) et de donner une dignité symbolique à certaines normes [Luhmann, 1985].

À partir du XIX^e siècle, le processus de fabrication de la législation « devient une affaire routinière dans la vie officielle » (Luhmann). C'est ce phénomène qui permettra à la sociologie de décomposer l'activité juridique en deux sphères, celle de la création et celle de l'application de la loi. Car cette distinction n'est pas possible - ou reste trop artificielle ou marginale - quand l'activité judiciaire se construit encore essentiellement à partir de décisions prises dans chaque cas par le tribunal à titre d'une loi faite par les juges (Weber). Cette séparation suscite au moins deux difficultés. La première peut être exprimée sous la forme d'un dilemme : la création de la loi est-elle un phénomène d'ordre politique ou, au contraire,

juridique et, si on la considère comme politique, quelle serait la part éventuelle du système juridique dans cet acte de création (et vice versa) ? La deuxième - étroitement reliée - prendra la forme d'une question : quelle serait la part - s'il y en a une - des systèmes de pensée produits par ou en dehors du système juridique mais sélectionnés par ce dernier dans le processus de création des lois ?

1. Robert [1991] a signalé que les études sur la création des lois privilégiaient les enjeux soit politiques soit juridiques. Et il déplore la tendance à approcher ce phénomène comme étant univoque.

Or, dans les études sur la création législative la balance semble avoir penché davantage en faveur de la face la plus apparente du phénomène, soit l'aspect politique. En effet, la conjonction des paires conceptuelles politique/juridique et création/application de la loi amène à un partage de la réalité en deux mondes : le monde politique de la création des lois et le monde juridique de leur mise en application par les tribunaux. Ce raisonnement pousse le chercheur à voir la création des lois comme relevant d'une sociologie politique et à reléguer la sociologie du droit au fonctionnement des tribunaux et aux pratiques des acteurs juridiques. En plus, comme il est possible d'observer la création des lois comme un processus politique ou juridique, on peut glisser imperceptiblement du choix (légitime) d'un angle d'observation (politique ou juridique) à une caractérisation (indue) du phénomène observé.

Or, il convient de ne pas se contraindre à caractériser la création des lois comme s'il s'agissait d'un phénomène unidimensionnel, car ceci nous induit à une perte de complexité dans la description de la société moderne. Il vaut mieux l'approcher comme un phénomène pluridimensionnel [Luhmann, 1999]. On peut visualiser ceci en faisant une analogie avec les élections qui sont un fait politique pour le système politique et un fait juridique pour le système juridique [Luhmann]. Au point que l'on peut dire que le président américain aux élections de l'an 2000 a été choisi par les tribunaux. Il pourrait être fécond d'envisager alors la création des lois comme n'étant ni un phénomène mono-politique, ni mono-juridique. Limitons-nous à souligner que la prise de conscience d'une pluralité de dimensions permet davantage de reconnaître l'importance du travail intellectuel accompli par les réformateurs et le rôle joué par les

systèmes de pensée philosophico-juridiques dans la création des lois : les limites d'une réforme majeure - ou même d'une modification mineure - au Code pénal ne tiennent-elles pas aussi aux fondements philosophico-juridiques du droit pénal ? [Ponceta, Lascoumes, 1998].

2. Dans les études sur la création de la loi, les systèmes de pensée ont été souvent conceptualisés comme idéologies, comme une sorte de déformation de la réalité ou de légitimation qui a pour effet soit de masquer ce qui se passe soit d'expliquer un changement. On conçoit rarement ces systèmes « comme obstacles créés par la connaissance » (Bachelard) à l'inventivité ou comme producteurs d'un modèle qui nous oriente ou qui donne une forme spécifique, selon le cas, aux demandes de création des lois, en les adaptant aux conventions et usages de chaque champ juridique [Pires, 2001]. Qu'il suffise de dire que le système de pensée accepté par le droit agit en conjonction avec les effets produits par la façon usuelle de faire des lois dans un champ juridique spécifique. Dans le droit pénal, par exemple, la théorie selon laquelle une peine sévère aurait un effet dissuasif (système de pensée) agit conjointement avec la pratique d'indiquer une peine sévère (d'emprisonnement) dans chaque article du code interdisant certains comportements [Pires, Cellard, Pelletier, 2001].

L'évolution du droit pénal aujourd'hui

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années soixante et quatre-vingt, dans certains pays, le système pénal se trouve dans une période d'autoréflexion intensive orientée vers sa propre réforme. En dépit des ambivalences, certaines commissions de réforme ont souhaité accomplir un changement de régime dans le droit pénal. On a parlé de « modernisation profonde », on a rappelé que le droit pénal était un « instrument brutal », etc. L'idée de la codification revient sur scène et au moins deux grandes questions sont alors posées. La première demandait si la codification était encore adaptée à la complexité croissante du monde et à la temporalité accélérée des événements. Cette question faisait trop dépendre la réponse des représentations qu'on pouvait avoir des codes des XVIIIe et XIXe siècles. Selon ces dernières,

les lois qui prennent la forme d'un code sont figées et deviennent difficiles à s'adapter aux nouvelles situations. Non tributaire des images du passé et ouverte à l'inventivité, la deuxième question demandait « quelle fonction » l'on devrait « attribuer » à un code [Tulkens, 1983] et, par conséquent, quelle forme celui-ci devrait prendre [Delmas-Marty, 1986].

Cette dernière question est capitale, mais la réponse se heurte, au moins en partie, à une difficulté redoutable. Le débat sur la codification a laissé voir, rétroactivement, que ni le savoir juridique ni la sociologie n'étaient tout à fait équipés pour thématiser et « problématiser » l'évolution et les changements du droit pénal.

En effet, l'évolution est souvent vue comme un processus déterminé par une sorte de causalité naturelle : tout le monde et tous les systèmes sociaux seraient alors soumis à la loi naturelle ou historique de l'évolution. En un sens très général, cette façon de voir n'est pas fausse, mais elle empêche de traiter l'évolution comme un problème (d'apprentissage) du système (Luhmann). En effet, l'évolution peut se présenter aussi, à un autre niveau, comme une simple possibilité, parmi d'autres, de s'adapter ou de réagir à l'environnement. On peut alors concevoir logiquement la régression - ou l'indifférence - comme des alternatives à l'évolution (qualitative) ou à l'inventivité du système (Luhmann).

Au tournant du XIXe siècle, l'idée selon laquelle le droit pénal était arrivé à sa dernière grande étape d'évolution en ce qui concerne les sanctions (et la procédure) était déjà bien installée. Liszt dira de façon éloquente que « la peine est entrée dans son troisième et, pour le moment, dernier degré de développement avec son objectivation comme peine publique ». L'indifférence à l'évolution des sanctions a été aussi cimentée par la croyance selon laquelle la souffrance à imposer au transgresseur devrait augmenter ou diminuer en fonction de notre degré d'attachement à une norme ou à une valeur. Alors, plus on valorise les animaux, plus sévèrement on doit réprimer celui qui les maltraite. Certes, on a soulevé aussi l'hypothèse que l'évolution de la conscience morale allait d'abord adoucir et transformer les sanctions du droit pénal avant même d'imprégner l'esprit des gens et d'aboutir à une réduction de la criminalité de violence. Mais c'est le premier point de vue qui a été sélectionné par le système pénal. Lors des réformes, le juriste a alors une propension à envisager l'actualisation ou le « rétablissement de l'échelle des peines » plutôt

qu'à repenser les sanctions. On modifie simplement les peines maximales de certains crimes en fonction de la hiérarchie actuelle des valeurs. Ainsi, le système juridique « tient compte » de l'évolution de la morale mais d'une façon particulière : il ne modifie pas sa vision morale de la sanction, mais seulement la distribution du quantum de souffrance pour l'ajuster à la nouvelle pondération des normes ; bref, il actualise les peines selon les mêmes principes.

Pour la sociologie, l'évolution fut caractérisée comme une transformation survenue dans les structures caractérisant un système et qui est observable sur une longue période. Cependant, l'évolution du droit pénal fut d'abord perçue comme absolument conditionnée par l'évolution de la société. Il fallait alors changer en premier la société pour que le droit pénal puisse changer son régime. Le problème se ramène ainsi aux effets bénéfiques ou maléfiques de l'évolution de la société dans son ensemble. Qui plus est, comme l'a indiqué Luhmann, le changement aux éléments d'une structure a été conceptualisé comme impliquant la mort d'un système et la naissance d'un autre. Or, dans les années soixante-dix, le changement de structure par rapport au système pénal a été conceptualisé comme conduisant à la mort du système, c'est-à-dire au passage du système pénal à un autre système juridique ou à une autre chose. La connaissance sociologique contribue alors à créer, chez certains juristes, une résistance aux changements de structure et de philosophie, c'est-à-dire à l'inventivité.

Limitons-nous à explorer sommairement ce problème de l'évolution en nous posant la question : sur quoi les observateurs (internes et externes) du droit pénal ont-ils insisté pour soutenir l'idée d'un changement de régime (palier d'évolution) dans le droit pénal à partir du XVIII^e siècle ?

Les descriptions ont mis l'accent sur les transformations dans trois types de normes : les normes de sanction, de procédure et les normes générales de cadrage du programme (droit pénal général). En outre, on souligne la formation d'un nouveau système de pensée structuré autour des théories modernes de la peine. Notons qu'on n'accorde pas une grande importance aux modifications produites dans la liste de crimes, c'est-à-dire à l'opération de désincrimination ou de création de nouvelles incriminations. On insiste sur le rejet des supplices, de la torture et du grand nombre de lois prévoyant la peine de mort ; sur la nécessité d'encadrer légalement les sanctions, d'abolir le secret de la procédure aussi bien que

les privilèges (de procédure et de peine) dont jouissaient certains citoyens en raison de leur rang social. On déplore aussi la possibilité de condamner un individu sans une loi promulguée antérieurement, etc. D'ailleurs, le grand discours sur l'humanisme et la modération vise essentiellement les normes de sanction et de procédure et non la liste de comportements incriminés.

L'évolution de régime semble réclamer nécessairement une modification dans les normes du deuxième ordre, c'est-à-dire dans les normes de sanction, de procédure, etc. (Hart). La norme « il faut punir d'un an d'emprisonnement » est dite du deuxième ordre parce qu'elle ne peut pas exister toute seule ; elle dépend, par exemple, de la norme de comportement « il ne faut pas détruire un bien par manque de prudence ». Les normes de comportement sont sans doute très importantes, mais elles sont aussi largement insuffisantes, voire non nécessaires, pour caractériser l'évolution de régime (ou qualitative) du droit pénal. Or, paradoxalement, il paraît que les normes qui modifient la qualité du système sont justement celles que nous ne voulons pas changer depuis la fin des années quatre-vingt.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

BROWN, D. H. (1989), *The Genesis of the Canadian Criminal Code of 1892*, University of Toronto Press, Toronto.

CARTUYVELS, Y. (1996), *D'où vient le Code pénal ? Une approche généalogique des premiers codes pénaux absolutistes au XVIIIe siècle*, De Boeck Université et Presses de l'Université d'Ottawa, Bruxelles, Ottawa.

CELLARD, A., PELLETIER, G. (1998), « Le Code criminel canadien 1892-1927 : étude des acteurs sociaux », *Canadian Historical Review*, no 2, pp. 261-303.

DELMAS-MARTY, M. (1986), *Le flou du droit*, PUF, Paris.

DIAMOND, A. S. (1971), *Primitive Law. Past and Present*, Methuen & Co, Londres.

LASCOUMES, P., PONCELA P., LENOËL P. (1989), *Au nom de l'ordre. Une histoire politique du Code pénal*, Hachette, Paris.

LAWSON, F. H. (1959), « Le mouvement en faveur de la codification », in ANCEL M., RADZINOWICZ L. (dir.), *Introduction au droit criminel de l'Angleterre*, Les Éditions de l'Épargne, Paris, pp. 233-237.

LUHMANN, N. (1985), *A Sociological Theory of Law*, Routledge & Kegan Paul, Londres.

LUHMANN, N. (1999), *Die Gesellschaft des Gesellschaft*, Suhrkamp, vol. 1, Frankfurt am Main.

MORIN, M. (2001), « Portalis c. Bentham ? Les objectifs assignés à la codification du droit civil et du droit pénal en France, en Angleterre et au Canada », in *Commission du Droit du Canada, La législation en question*, Commission du Droit du Canada, Ottawa, pp. 139-217.

PIRES, A. P. (2001), « La ligne Maginot en droit pénal : la protection contre le crime versus la protection contre le Prince », *Revue de droit pénal et de criminologie*, no 2, pp. 145-170.

PIRES A.P., CELLARD A., PELLETIER G. (2001), « L'énigme des demandes de modifications législatives au Code criminel canadien », (en français), in FRAILE P., *Régulations et gouvernance. Le contrôle des populations et du territoire en Europe et au Canada. Une perspective historique*, Publicacions Universidade de Barcelona, Barcelone, pp. 195-217.

PONCELA, P., LASCOUMES, P. (1998), *Réformer le Code pénal. Où est passé l'architecte ?*, PUF, Paris.

ROBERT Philippe (1991), « Sociologie et création de la loi pénale », in ROBERT Ph. (sous la dir.), *La création de la loi et ses acteurs*.

L'exemple du droit pénal, The Oñati International Institute for the Sociology of Law, Oñati, pp. 207-215.

ROBERTS, J. V. (2001), « Évolution et conséquence de la réforme de la sentence au Canada », *Sociologie et Sociétés*, no 1, pp. 67-83.

ROCHER, G. (1997), « Réflexion théorique et études empiriques aux frontières de l'internormativité », in ROBERT Ph., SOUBIRAN-PAILLET F., VAN de KERCHOVE M. (sous la dir.), *Normes, normes juridiques, nonnes pénales. Pour une sociologie des frontières*, L'Harmattan, tome 1, Paris, pp. 95-114.

TULKENS, F. (1983), « La réforme du Code pénal en Belgique. Question critique », *Déviance et Société*, no 3, pp. 197-218.

VANDERLIDEN, J. (1967), *Le concept de code en Europe occidentale du XIII au XIXe siècle. Essai de définition*, Édition de l'Institut de sociologie de l'ULB, Bruxelles.